

**Nicolas WERTH**

***Poutine, Historien-en-chef. Instrumentalisation et falsification du passé dans la Russie poutinienne.***

« J'ai pris la décision de mener une opération militaire spéciale. Son but est de protéger les personnes qui ont été soumises à des abus, à un génocide par le régime de Kiev depuis huit ans. A cette fin, nous chercherons à démilitariser et à dénazifier l'Ukraine ».

Le 24 février 2022, l'opinion mondiale découvrait avec stupeur cette extraordinaire falsification formulée en des termes que l'on croyait définitivement appartenir à un lointain passé et agrémentée de la sinistre rhétorique de « l'accusation en miroir » par laquelle la victime est accusée d'un acte que s'apprête à commettre l'agresseur. Si elle sert, à ce moment précis, à « théoriser » l'invasion de l'Ukraine, mise en scène comme une guerre de libération d'un peuple ukrainien, « uni au peuple russe par des liens du sang », soumis aux abus « d'ultra-nationalistes et de néo-nazis », elle s'inscrit aussi dans le droit fil du grand récit national construit au cours des vingt dernières années par le régime poutinien. Un récit qui fait de la victoire de l'URSS dans la « Grande guerre patriotique » le fondement de l'identité nationale, et de l'anti-nazisme l'ADN du peuple russe.

Un récit viscéralement anti-occidental, ultranationaliste et conservateur qui exalte la puissance d'un Etat fort mettant en œuvre, dans le sillage de la grande tradition slavophile du XIXème siècle, l'idée d'une « voie russe » de développement fondée sur la défense d'un ensemble de « valeurs spirituelles » face à un Occident agressif et décadent. Un récit centré sur la grandeur et la gloire militaire d'une « Russie éternelle » renaissant après l'effondrement de l'URSS, événement qualifié par Vladimir Poutine, en 2005, de « plus grande catastrophe géopolitique » du XXème siècle.

« La principale ressource de la puissance et de l'avenir de la Russie réside dans notre mémoire historique », avait déclaré Vladimir Poutine, le 14 mars 2013, dans son discours devant le premier congrès de la Société russe d'Histoire militaire, créée l'année précédente pour « inculquer le patriotisme et contrer les initiatives visant à dénaturer et discréditer la gloire militaire de la Russie ». On ne saurait être plus clair.

Pour Vladimir Poutine, le contrôle de la mémoire historique, de l'interprétation du passé, est un enjeu essentiel. Aussi n'est-il pas étonnant que le chef de l'Etat se soit, au fil des années, autopropagandé « Historien en chef ». En témoignent ses innombrables discours sur l'histoire, les plus remarqués étant le long développement sur l'histoire des relations russo-ukrainiennes (intitulé « Sur l'unité historique des Russes et des Ukrainiens ») ainsi qu'un discours-fleuve prononcé à l'occasion du 75<sup>ème</sup> anniversaire de la victoire de 1945.

La construction et la diffusion d'un nouveau récit national fédérateur, esquissée au début des années 2000, après l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine, s'est considérablement renforcée dans les années 2010 et tout particulièrement à partir de 2014, année de l'annexion de la Crimée par la Russie.

Les autorités ont progressivement mis en place un cadre juridique régissant la présentation d'une histoire officielle et réprimant les points de vue alternatifs, ainsi que de puissants outils de propagande – institutions étatiques et paraétatiques spécialement créées pour promouvoir le récit historique officiel et le diffuser dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur. Cette politique, de plus en plus agressive, a non seulement écarté les points de vue alternatifs, mais a gravement mis en danger tous les « producteurs d'histoire » - historiens, publicistes, journalistes, acteurs de la société civile travaillant sur l'histoire et la mémoire qui n'adhèrent pas au discours officiel, au premier chef les activistes et les militants de l'ONG Memorial. L'ampleur de cet assaut a atteint, au cours des dernières années, comme l'a constaté le dernier rapport de la FIDH, le seuil de « crimes contre l'Histoire », un concept forgé par l'historien Antoon de Baets, professeur à l'Université de Groningue.

Pour la Russie, le rapport de la FIDH a notamment répertorié les « crimes contre l'Histoire » suivants : la promulgation de lois répressives supprimant la liberté d'expression sur les questions historiques ; les pratiques de censure ; le refus d'accès aux archives ; les poursuites judiciaires, les campagnes publiques de dénigrement et d'intimidation à l'encontre des acteurs indépendants de la société civile ; l'interdiction, pure et simple, des ONG oeuvrant pour la défense des droits humains ; la destruction de monuments commémoratifs érigés par les

acteurs de la société civile ou les ONG pour perpétuer la mémoire des crimes de masse commis durant la période soviétique.

Toutefois – il faut le souligner – si le nouveau récit national construit par le régime poutinien au cours des deux dernières décennies a été imposé d'en haut, par des mesures autoritaires incluant des atteintes, de plus en plus graves, aux droits humains, il a incontestablement répondu aux attentes d'une société désorientée qui avait perdu tous ses repères à la suite de l'effondrement du système soviétique, un système prétendument fondé sur les « lois de l'Histoire ». Depuis le naufrage de l'URSS, la société russe, en quête d'identité, n'a jamais cessé d'interroger le miroir brisé du passé pour essayer de reconstituer une image acceptable, voire positive, de son histoire, capable de lui fournir une boussole dans le difficile processus de transformation en cours.

L'effondrement de l'URSS, en décembre 1991, accélère la révision, engagée durant la « *perestroïka* » de Mikhaïl Gorbatchev, de la doxa soviétique en matière d'histoire. Le mythe fondateur, la Grande Révolution Socialiste d'Octobre, est entièrement démonté.

Sur quelles bases reconstruire, sur les ruines du communisme, un nouveau récit national susceptible de redonner fierté, confiance et espoir en l'avenir ? Les responsables aux commandes de la Russie au début des années 1990 proposent de « renouer le fil du temps » brisé par la révolution bolchevique. Reprenant les lieux communs de l'historiographie libérale occidentale, ils présentent la révolution d'octobre 1917 comme un malheureux « accident de l'Histoire » qui a brisé net la marche de la Russie vers la modernité et sa convergence avec les démocraties occidentales engagée par un régime tsariste réformateur.

Rapidement s'impose dans le discours public une image idéalisée d'une Russie tsariste où coexistent progrès économique et harmonie sociale. Le message est clair : il suffit de refermer la malheureuse parenthèse que 1917 avait ouverte dans la longue histoire du pays pour reprendre le chemin de la splendeur perdue. Le futur est dans le retour à un passé radieux. Retour donc à tous les symboles de la Russie tsariste : au drapeau tricolore, à l'hymne national russe glorifiant l'autocratie, à l'aigle bicéphale, aux grands ordres militaires tsaristes (dont le plus prestigieux, l'ordre de Saint André), aux écoles de cadets, où se cultiveront la « gloire militaire » de la Russie éternelle et le patriotisme. Retour aussi à la toponymie prérévolutionnaire : les villes, mais aussi les places et les rues retrouvent les noms qu'elles portaient avant la révolution. Initiative bien plus lourde de sens encore : la reconstruction, à l'identique, des églises orthodoxes détruites par les bolcheviks. La plus spectaculaire est celle

de l'immense cathédrale du Christ-Sauveur de Moscou, édifiée à la fin du XIXème siècle comme symbole de l'alliance de l'Autocratie et de l'Orthodoxie et dynamitée par les bolcheviks en 1931. L'Eglise orthodoxe recouvre, dans les années 1990, son rôle traditionnel de garant et de protecteur de l'Unité et de l'identité nationales. En témoigne la présence en majesté du Patriarche de l'Eglise orthodoxe à toutes les grandes occasions, cérémonies et fêtes nationales, à commencer par la cérémonie d'intronisation du chef de l'Etat.

L'idéalisation de la Russie tsariste atteint son apogée en 1998, avec la cérémonie solennelle, à Saint-Pétersbourg, de l'inhumation des restes du tsar Nicolas II et de sa famille, en présence de Boris Eltsine et du Patriarche de l'Eglise orthodoxe (qui vient de canoniser ce « martyr de la Foi »). Au cours de cette cérémonie, le président de la Fédération de Russie fait acte de repentir public, assumant la culpabilité, au nom du pays, pour la mort du tsar et de sa famille innocente, massacrée sur ordre de Lénine.

Cette année 1998 est aussi celle du pic de la récession économique qui frappe le pays depuis une décennie. En août, le gouvernement annonce une nouvelle dévaluation du rouble et un défaut de l'Etat russe sur sa dette. La « thérapie de choc » menée par les économistes libéraux est un cuisant échec qui conduit à un appauvrissement sans précédent de la population. Le « modèle occidental » de développement débouche sur une catastrophe économique et sociale et est massivement rejeté. Par réaction, la nostalgie pour la période soviétique, et en particulier pour la période brejnivienne - gagne les esprits. Toutes les enquêtes d'opinion montrent le refus de la société de rejeter « en bloc » l'héritage soviétique et de « survaloriser » le passé tsariste. Une « rectification » du récit national s'impose. Elle sera menée par Vladimir Poutine qui, en 2000, succède à Boris Eltsine à la tête de l'Etat.

Bien plus que son prédécesseur, Vladimir Poutine accorde d'emblée une importance capitale à l'usage politique de l'histoire. Le contrôle de la mémoire historique, de l'interprétation du passé, est pour lui un enjeu essentiel, nous l'avons déjà souligné. L'histoire doit être le pivot de l'identité nationale. « Pour faire renaître notre identité nationale, notre conscience nationale, nous devons rétablir les liens entre les époques au sein d'une histoire unie, ininterrompue, millénaire, qui nous donne des forces intérieures et nous apprend le sens du développement de la Nation ». Dans cette perspective, le nouveau récit national promu par le régime poutinien propose un étonnant syncrétisme entre le passé tsariste et l'expérience soviétique, une expérience débarrassée de ses oripeaux communistes, « décommunisée ». La réconciliation entre ces deux périodes antagonistes se fait autour de la glorification d'une

Grande Russie « éternelle » et d'un Etat fort capable de défendre le pays contre des Puissances étrangères toujours menaçantes. Inscrite dans la longue durée de la lutte de la Russie contre ses agresseurs, la Grande Guerre Patriotique devient, dans sa dimension épique, l'apothéose de toute l'histoire russe, la clé de voûte du nouveau récit national.

La victoire de mai 1945 sur le nazisme ( pas un mot n'est dit sur la contribution des Alliées occidentaux à celle-ci) justifie et efface la violence de la collectivisation forcée des campagnes, des terribles famines ( 7 millions de morts) qui en ont directement découlé, de la Grande Terreur de 1937-1938, des répressions de masse et des camps du travail du Goulag qui, selon le nouveau récit, auraient contribué à la mise en valeur des richesses du pays dans les régions les plus inhospitalières du pays. On rejette radicalement la « face exagérément sombre » de l'histoire soviétique, la « noirceur » véhiculée, selon les autorités, par l'ONG Memorial, fondée à la fin des années 1980 durant la perestroïka, pour « perpétuer la mémoire des crimes du communisme », honorer et réhabiliter les victimes de ces crimes, défendre les droits humains dans le temps présent. Memorial a mené, en trente ans, un immense travail de mémoire : érigé des centaines de mémoriaux sur les lieux de détention/torture/exécution de masse/ compilé des centaines de « Livres de mémoire » recensant, pour chaque région, les victimes des répressions de masse/ recueilli des archives privées/ fondé un petit musée du Goulag ( dans le bâtiment de l'ONG à Moscou), engagé de très nombreux travaux de recherche, avec les milieux universitaires tant russes qu'étrangers, sur les camps de travail forcé du Goulag, les déportations de masse, la Grande Terreur de 1937-1938. A la fin des années 2000/ Mémorial – est devenu le premier centre mondial d'étude des répressions de masse soviétiques ( époque stalinienne, leniniste, post-stalinienne).

Or les autorités poutiniennes rejettent cette face sombre – capitale - de l'histoire soviétique, mettant en avant une image positive des années du stalinisme, au cours desquelles l'URSS est devenue une « superpuissance ». L'image « globalement positive » des années 1930 contraste, dans cette construction, avec l'image négative de la révolution de 1917, prolongée par une terrible guerre civile, moment de profonde division et d'affaiblissement de la Nation. Lénine et les bolcheviks sont fermement condamnés. Mais leur principale faute, souligne Vladimir Poutine, n'est pas d'avoir détourné la Russie de sa marche vers quelque modernité « à l'occidentale » ; c'est d'avoir capitulé en 1918 devant les Allemands et signé la paix humiliante de Brest-Litovsk qui amputait la Russie soviétique de vastes territoires conquis au fil des siècles par les tsars russes. Cette capitulation n'est rien de moins qu'une trahison. Une trahison expiée, rachetée par la victoire dans la Grande Guerre Patriotique. Le message est clair : Staline a racheté la faute de Lénine. En restaurant les valeurs du patriotisme rejetées,

bafouées par la révolution bolchevique de 1917, il a redonné à la Russie sa grandeur impériale et a conduit le pays à la victoire de 1945.

Dans le nouveau récit national qui s'impose dans les années 2000-2010, l'accent est mis, de plus en plus fortement, sur la spécificité d'une « voie russe de développement ». « Pour avancer avec succès, pour sauvegarder notre identité nationale originale, nous devons renforcer les liens avec les temps passés. Nous devons nous tourner vers nos traditions, nos sources, notre patrimoine spirituel et culturel ». L'affirmation de cette « voie russe » n'a rien d'original : elle s'inscrit dans le droit fil de la tradition slavophile du XIXème siècle. Celle-ci oppose les « valeurs russes » empreintes de « spiritualité » aux « valeurs occidentales » matérialistes et décadentes. Dans le retour aux valeurs russes traditionnelles, l'Eglise orthodoxe est appelée à jouer un rôle capital, d'autant plus qu'elle a contribué de tout temps, à la construction et à la conservation de l'Etat russe.

L'imposition de ce nouveau récit national va se faire progressivement, par toute une série de mesures qui dessinent les contours d'une véritable « politique de l'Histoire » de plus en plus agressive au fil des années.

Les premières mesures prises par V.Poutine sur le « front de l'Histoire » sont hautement symboliques. En 2000, l'hymne soviétique est « partiellement » rétabli.

En 2004, est décrétée une nouvelle fête nationale, la « Journée de l'Unité nationale ». Fixée au 4 novembre, elle commémore le 4 novembre 1612, date du soulèvement populaire qui chassa de Moscou les forces d'occupation polonaises, marquant la fin du « Temps des troubles » (1598-1612) période de crise de l'Etat russe.

En 2012, sont créées deux institutions officielles chargées de contrôler l'écriture de l'histoire et d'élaborer un nouveau récit national : la Société d'histoire militaire de la Russie, « chargée de contrer les initiatives visant à dénaturer et à discréditer l'histoire militaire de la Russie » et la Société d'histoire de la Russie, dont le but est « d'unir le pays autour des valeurs essentielles du patriotisme, de la conscience civique et du service loyal envers l'Etat » et de travailler à l'élaboration d'un nouveau manuel scolaire. Pour Vladimir Poutine, réélu à la tête de l'Etat à la suite de « l'intermède Medvedev », « il n'est pas normal qu'il existe 65 manuels d'histoire (...) Les manuels d'histoire doivent exprimer une perspective unique et un point de vue officiel ». Progressivement le nombre de manuels est réduit à quelques unités, puis, à

partir de 2023, à un manuel unique. Celui de Terminale, consacré à l'histoire de l'URSS et de la Russie de 1917 à 2023, n'est qu'une longue ode (de près de 500 pages) à la gloire de cette super-Puissance. Plus d'un tiers du manuel traite de la Grande Guerre Patriotique, exaltant l'héroïsme et le sacrifice du peuple, l'union du Parti conduit par Staline, de l'Armée rouge et du peuple combattant du front et de l'arrière ; les 60 dernières pages du manuel sont consacrées à l'O.M.S et à ses héros tombés au combat contre les « nazis ukrainiens » et donnés en exemple aux lycéens de Terminale ; quant aux pages sombres de l'histoire soviétique (répressions de masse, famines, camps du Goulag), elles sont quasiment absentes : deux pages à peine sur 500 (vingt fois moins que dans les manuels des années 1990/2000). Est-il étonnant, dans ces conditions, que 75% de jeunes de moins de 25 ans n'aient jamais entendu parler des crimes de Staline ou du Goulag ? (ce pourcentage était de 15% à la fin des années 1990).

Le renforcement de la propagande d'Etat au début du troisième mandat de V.Poutine, en 2012, va de pair avec une persécution croissante des acteurs de la société civile et des ONG, en premier lieu de Mémorial. En juillet 2012 est promulguée la loi « sur les organisations faisant fonction d'agents étrangers ». Elle impose à chaque ONG russe recevant un financement de l'étranger et menant une « activité politique » de s'enregistrer comme « agent de l'étranger ». Cette « qualité » d'« agent de l'étranger », à très forte connotation négative en Russie, devra figurer sur toutes les publications et prises de position publique de l'ONG ; elle sera, en 2020, étendue individuellement à chacun de ses membres et employés.

En mai 2014, juste après l'annexion de la Crimée, un ensemble de « lois mémorielles » est promulgué. La plus notoire est l'article 354.1 du Code pénal de la Fédération de Russie, qui criminalise, par une peine allant jusqu'à cinq ans d'emprisonnement 1) la négation des faits établis par le jugement du Tribunal militaire international de Nuremberg ; 2) la diffusion d'informations sciemment fausses sur les activités de l'URSS pendant la Seconde guerre mondiale ; 3) la diffusion d'informations manifestement irrespectueuses sur les dates de la gloire militaire et les dates mémorables de la Russie relatives à la défense de la Patrie ainsi que la profanation des symboles de la gloire militaire de la Russie ». Si les deux premières clauses reprennent celles des lois mémorielles adoptées dans d'autres pays démocratiques, les deux dernières permettent à l'Etat de poursuivre celles et ceux qui partagent des points de vue non approuvés par l'Etat (ce qui signifie « faux ») sur les politiques de l'Union soviétique pendant la Seconde guerre mondiale ou qui expriment des opinions « irrespectueuses » à

l’égard de l’histoire militaire de la Russie ». Depuis, deux nouvelles clauses ont été rajoutées à cette loi. La première criminalise les « déclarations diffamatoires ou dénigrantes sur les anciens combattants de la Seconde guerre mondiale ». La seconde, adoptée par la Douma aussitôt après l’invasion de l’Ukraine par la Russie, prohibe « toute tentative de mettre, dans l’espace public, sur le même plan les buts et les actions de l’Union soviétique et de l’Allemagne nazie dans la Seconde guerre mondiale ». Depuis la promulgation de ces « lois mémorielles », des milliers de personnes ont été poursuivies et condamnées pour avoir, par exemple, écrit (généralement sur leur « blog » internet) que « les dirigeants communistes soviétiques ont activement collaboré avec l’Allemagne nazie pour diviser l’Europe conformément au pacte Molotov-Ribbentrop », que « l’URSS et l’Allemagne ont conjointement attaqué la Pologne et déclenché la Seconde Guerre mondiale en septembre 1941 » ou pour avoir mentionné les « crimes commis par l’Armée Rouge contre la population civile allemande en 1945 ».

Un nouveau pas est franchi en 2016 dans la lutte contre toutes les « déviances » à la ligne officielle en matière d’histoire. Deux sujets en particulier apparaissent comme des « lignes rouges » à ne pas franchir: le dévoilement de l’identité des responsables des répressions de masse et, plus encore, la moindre contestation du récit officiel sur la Grande Guerre Patriotique. De manière significative, les attaques contre Mémorial se sont intensifiées à partir du moment où l’ONG a commencé à publier non plus seulement les listes des victimes des répressions de masse, mais des fonctionnaires du NKVD impliqués dans les arrestations, tortures et exécutions de masse. Le cas le plus emblématique est celui de l’historien Iouri Dmitriev, responsable de la branche carélienne de l’ONG, découvreur, en 1997, du charnier de Sandormokh, en Carélie, où avaient été exécutés, dans le plus grand secret, plus de 9000 condamnés de la « Grande Terreur » de 1937-1938, compilateur d’une dizaine de Livres de mémoire dédiés aux victimes des répressions en Carélie et auteur de plusieurs articles révélant l’identité des responsables et des agents de ces répressions de masse. Arrêté en 2016, Iouri Dmitriev, après avoir été relaxé en 2018 – fait exceptionnel dans les annales judiciaires russes – des accusations infondées et infâmantes de « pédophilie » formulées contre lui par le Parquet – a finalement été, au terme de cinq années de détention préventive et d’une procédure à charge marquée par de très nombreuses irrégularités, condamné en appel le 27 décembre 2021 à quinze ans de détention dans une colonie pénitentiaire à régime sévère.

La Société russe d’histoire militaire a activement participé à la campagne de dénigrement organisée dans les médias contre Iouri Dmitriev et Mémorial. Elle a notamment lancé, en

2018, une « campagne de fouilles » sur le site de Sandormokh dans l'intention de « démontrer » que les restes humains retrouvés par Iouri Dmitriev étaient en réalité ceux de prisonniers de guerre soviétiques exécutés par l'armée finlandaise lors de leur occupation de la région en 1941-1943. Cette « révision » grossière rappelle celle que les Soviétiques avaient tenté d'accréditer, des décennies durant, à propos du massacre de Katyn. En 2020, la Société russe d'histoire militaire a publiquement mis en doute la responsabilité de l'URSS dans le massacre de Katyn (que Boris Eltsine avait pourtant officiellement reconnue au début des années 1990). « Le prétendu consensus historique autour de Katyn fait partie d'une campagne de propagande plus générale visant à faire porter à l'URSS la responsabilité du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale » a déclaré l'un de ses représentants.

Cette même année 2020, une étape supplémentaire a été franchie dans le verrouillage du nouveau récit national, désormais gravé dans le marbre de la Constitution. On peut y lire notamment (art. 67.1) : « La Fédération de Russie, Etat successeur de l'URSS, protège la vérité historique (*sic*), célèbre la mémoire des défenseurs de la Patrie et interdit de minimiser l'importance de l'héroïsme du peuple dans la défense de la Patrie ». Cet amendement à la Constitution appelle deux remarques. 1- Le recours à la notion de « vérité historique » permet de qualifier de « mensongère » toute déviance à la doxa. Comme l'a dit sans ambages le Procureur dans son réquisitoire contre Mémorial devant la Cour Suprême (28 décembre 2021), l'OGN doit être liquidée pour avoir présenté « une image *mensongère* de l'URSS en tant qu'Etat terroriste ». 2- La question historique la plus sensible, la plus importante, qui mérite d'être solennellement inscrite dans la Constitution, est – plus que jamais – celle de la Grande Guerre Patriotique qui « a révélé l'héroïsme du peuple soviétique », un héroïsme désormais essentialisé.

Aucune zone d'ombre ne doit ternir l'image de cette guerre héroïque qui débute le 22 juin 1941 avec l'invasion de l'URSS par les armées de l'Allemagne nazie. La période du pacte germano-soviétique, particulièrement embarrassante, est l'objet d'une exégèse présidentielle, comme en témoignent les nombreuses interventions de V. Poutine, sur des questions connexes comme la partition de la Tchécoslovaquie en 1938 (dans le but de démontrer la lâcheté des pays occidentaux prêts à renier leurs engagements vis-à-vis de leurs alliés et à s'entendre avec les nazis) ou le « processus d'incorporation « volontaire » des pays baltes à l'URSS » .

Un sujet reste tabou entre tous : la collaboration avec l'occupant nazi. Mais tandis que la reconnaissance de toute forme non seulement de collaboration, mais d'accommodement avec

l'occupant nazi, est obstinément niée - et pénallement poursuivie - lorsqu'il s'agit de l'espace russe (ou biélorusse), depuis 2014 les médias et l'ensemble de l'appareil de propagande russe dénoncent bruyamment les mouvements nationalistes ukrainiens (OUN et UPA) apparus dans les années 1930 en Ukraine occidentale (annexée par la Pologne en 1920) et accusés non seulement d'avoir collaboré avec l'occupant nazi en 1941-1944, mais d'être des mouvements « nazis » ou « néo-nazis ». Et ce d'autant plus violemment que, durant la « révolution de l'EuroMaïdan » de février 2014, qualifiée par Vladimir Poutine de « coup d'Etat » fomenté par les « ultra-nationalistes et néo-nazis » ukrainiens, épaulés en sous-main par les Etats-Unis, de nombreux manifestants (qui n'appartaient pas au « noyau dur », très minoritaire, des activistes d'extrême-droite) avaient repris l'un des slogans de l'OUN « Gloire à l'Ukraine, gloire aux héros ! », allant jusqu'à se qualifier, pour certains, de « bandéristes ». Comme le souligne justement l'historien ukrainien Andrii Portnov, « c'était pour ces partisans de la démocratie une manière d'exprimer leur rejet de la propagande russe officielle ( ...) ». Toutefois, en utilisant un contre-cliché propagandiste alors qu'elles ignoraient presque tout des opinions politiques et des méthodes de Bandera qui étaient aux antipodes des idéaux démocratiques du mouvement de l'EuroMaïdan, ces personnes sont tombées dans un piège idéologique ». Celui qui permet aujourd'hui à Vladimir Poutine d'affirmer qu'une partie des Ukrainiens, qualifiés depuis des années par la propagande russe *d'Ukr-fascist* » (« fascistes ukrainiens ») serait prête à entreprendre un « génocide » de la minorité russe d'Ukraine.

Les nouvelles « lois mémorielles » adoptées par le Parlement ukrainien en avril 2015, en réponse aux « lois mémorielles » russes, ont été perçues par le régime de Vladimir Poutine comme une véritable provocation. Ces lois stipulent notamment la destruction des monuments commémoratifs de l'époque soviétique, l'ouverture des archives des services de sécurité soviétiques, la prohibition de la négation du caractère *également criminel* des régimes fascistes et communistes, la criminalisation de l'utilisation des symboles fascistes et communistes, la reconnaissance et la célébration des « combattants pour la libération de l'Ukraine » (dont S. Bandera, S. Petlioura) ainsi que « la perpétuation de la mémoire de la victoire sur le nazisme en Europe dans la Seconde guerre mondiale, 1939-1945 », l'accent étant mis non pas sur la victoire de l'URSS, mais sur celle de l'ensemble des Alliés.

En réalité, la « guerre mémorielle » entre l'Ukraine et la Russie a débuté bien avant la « révolution de l'EuroMaïdan » et l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014. Comme en Russie, la période postcommuniste s'est ouverte, dans l'Ukraine désormais indépendante, sur

une remise en question radicale des valeurs du régime communiste et de la mémoire historique institutionnalisée, des décennies durant, par le pouvoir soviétique. Dans la seconde moitié des années 1990, et plus encore après la « révolution orange » de 2004, l'Ukraine a fait du *Holodomor*, la grande famine de 1932-1933/<sup>1</sup>, totalement occultée durant la période soviétique, l'événement central de l'histoire de l'Ukraine au XXème siècle et le fondement de la nouvelle identité ukrainienne postsoviétique. En 2006, le Parlement ukrainien a solennellement déclaré que le *Holodomor* était un génocide du peuple ukrainien perpétré par le régime stalinien. Qualification aussitôt rejetée et dénoncée par la Russie comme une grossière provocation antirusse.

Je ne reviendrai pas ici sur les multiples interventions de Vladimir Poutine, au cours des dernières années, relatives à l'histoire de l'Ukraine, une histoire « revue et corrigée », centrée sur la négation d'une identité ukrainienne, de la viabilité même d'un Etat ukrainien aux frontières mouvantes au gré de l'histoire. Après l'annexion de la Crimée et la proclamation, par des séparatistes prorusses, des « républiques populaires de Donetsk et de Lougansk », Vladimir Poutine a ainsi remis à l'honneur ce qu'il reconnaît lui-même être un « terme tsariste » - la « Nouvelle Russie », pour désigner tout le sud-est de l'Ukraine. En rappelant que « Kharkov, Donetsk, Lougansk, Kherson, Nikolaiev, Odessa ne faisaient pas partie de l'Ukraine sous les tsars », il dessine la carte des territoires en droit de revenir à la « Russie historique » dont la Russie d'aujourd'hui se pose en héritière, tout en se proclamant, simultanément, « Etat successeur de l'URSS ».

La vision poutinienne de l'histoire de l'Ukraine est synthétisée dans un long texte de 25 pages rendu public en juillet 2021 sous le titre explicite *De l'unité historique des Russes et des Ukrainiens*, dont les grandes lignes seront reprises dans le discours de Vladimir Poutine du 21 février 2022, trois jours avant l'invasion de l'Ukraine. Le président russe propose un récit simple, linéaire et caricatural de mille ans d'histoire des relations entre la Russie et l'Ukraine. Pour la période d'avant 1917, il n'innove guère, se bornant à reprendre à grands traits la pensée d'historiens russes de la fin du XIXème : unis par la même langue et par la même foi orthodoxe, les Russes, les Ukrainiens et les Biélorusses sont les héritiers de l'ancienne Rous, berceau des peuples slaves. Cette unité a été brisée au XIIIème siècle par l'invasion mongole qui a ruiné Kiev, « la mère des villes russes », rejeté les Ukrainiens vers l'ouest, les livrant à l'influence polonaise et catholique romaine, tandis que les Russes fondaient Moscou, plus à l'est. Entre le « centre de réunification » (l'expression est de Vladimir Poutine) des peuples slaves qu'est devenu Moscou et l'influence occidentale, portée par la Pologne, la lutte s'est

poursuivie jusqu'à ce l'Empire russe réunisse à nouveau, à la fin du XVIIIème siècle, Russes, Ukrainiens et Biélorusses sous la même bannière.

Pour la période soviétique, Vladimir Poutine développe une thèse stupéfiante destinée à « légitimer historiquement » l'invasion de l'Ukraine. L'Ukraine moderne ne serait qu'une construction artificielle de l'ère soviétique, fruit de la « politique bolchevique des nationalités » qui aurait « pérennisé au niveau de l'Etat trois peuples slaves distincts (russe, ukrainien, biélorusse) au lieu d'une grande nation russe, un peuple trinitaire composé de Grands Russes, de Petits Russes et de Biélorusses ». En outre, cette Ukraine moderne aurait été créée « aux dépens de la Russie historique » : « Les bolcheviks considéraient le peuple russe comme un matériau inépuisable pour des expérimentations sociales. Ils rêvaient d'une révolution mondiale qui abolirait les Etats-nations. Par conséquent, ils ont arbitrairement dessiné les frontières et distribué de généreux cadeaux territoriaux (...) Une chose est claire : la Russie a en fait été dépouillée ». Troisième et dernier point de la « démonstration » : cette « politique des nationalités » - le droit (théorique) des républiques soviétiques à sortir de l'Union, inscrit, sur l'insistance de Lénine, dans la première Constitution de l'URSS - a été « la plus dangereuse des bombes à retardement posée dans les fondations de notre souveraineté. Celle-ci a explosé dès la disparition du cran de sûreté, le rôle dirigeant du Parti communiste ». A la suite de cette explosion, l'Ukraine indépendante « a été entraînée par l'Occident dans un jeu géopolitique dangereux dont le but était d'en faire une tête de pont tournée contre la Russie » - bref « une Anti-Russie », dans la continuité, précise Vladimir Poutine, « d'anciennes théories inventées par des idéologues polonais et autrichiens ».

Voici pour la vision du passé. Mais quelle vision le dictateur russe a-t-il de l'avenir de l'Ukraine ? Poutine ne s'est guère exprimé personnellement sur le sujet. Mais certains de ses plus proches collaborateurs ont été plus prolixes. Et leur vision de l'Ukraine dénazifiée est glaçante.

Je me bornerai à citer ici, en conclusion, un court extrait de la longue tribune publiée par un « conseiller » du Kremlin, Timofei Sergueïtsev, intitulée « Que faut-il faire de l'Ukraine ? ». Ce texte présente, par le menu, le vaste plan de « dénazification, de-ukrainisation et de-européanisation » que « l'Etat dénazifiant, la Russie » devra mener en Ukraine au moins pour une durée de trente ans.

« Aujourd'hui, la question de la dénazification de l'Ukraine est passée au plan pratique (...) La dénazification est un ensemble de mesures à l'égard de la masse nazie de la population, qui

ne peut techniquement pas être poursuivie au nom des crimes de guerre ( ...) Il faut procéder à un nettoyage total ( ...) En plus des hauts gradés, une partie importante des masses populaires qui sont des nazis passifs, des collaborateurs du nazisme, sont également coupables ( ...) La durée de la dénazification ne peut en aucun cas être inférieure à une génération ( ...) La particularité de l'Ukraine nazie est sa nature amorphe et ambivalente, qui permet de déguiser le nazisme en aspirations à « l'indépendance » et à une « voie européenne » de « développement » (en réalité de dégradation) ( ...) L'Occident collectif est lui-même le concepteur, la source et le sponsor du nazisme ukrainien ( ...) L'ukronazisme n'est pas moins une menace pour la paix et la Russie que le nazisme allemand ne l'était avec Hitler ( ...) Le nom « Ukraine » ne peut être retenu comme celui d'une formation étatique entièrement dénazifiée sur un territoire libéré du joug nazi ( ...) La dénazification sera inévitablement une dé-ukrainisation ( ...) La dénazification de l'Ukraine est aussi son inévitable dé-européanisation ».

A l'heure où les Etats-Unis de Donald Trump s'apprêtent à sacrifier l'Ukraine au nom d'un rapprochement stratégique avec la Russie de Vladimir Poutine, où l'Europe se montre incapable de contrer ce nouvel « accord de Munich » du XXI<sup>e</sup> siècle, il est important d'avoir en mémoire ce genre de texte infâme et criminel.

Les dirigeants soviétiques promettaient à leur peuple « l'avenir radieux » du communisme. La seule perspective que « l'historien-falsificateur en chef » Vladimir Poutine aujourd'hui offre aux Russes et aux Ukrainiens est de rejouer la page glorieuse de 1945, ce nouvel Avènement qui a remplacé l'ancien Avènement de 1917 - en vainqueurs pour les premiers, en vaincus pour les seconds. Soyons-en conscients : la défaite de l'Ukraine serait aussi la défaite de l'Europe et de ses valeurs démocratiques, valeurs, comme l'ont monté les événements des dernières semaines, à l'évidence abandonnées par les Etats-Unis d'Amérique.

## Formation de la mémoire dans l'espace public de la Russie de Poutine

1

L'objectif ouvertement recherché par la politique de Vladimir Poutine est de redonner à la Russie la puissance d'Union soviétique d'après-guerre. C'est ce qui ressort de la logique de ses actions et de ses déclarations. Voilà pourquoi l'une des tâches principales de la propagande en Russie aujourd'hui est de justifier et de prouver la nécessité de recréer ce modèle. C'est par cet objectif qu'on explique la nécessité de la guerre qui, tout comme dans les années quarante, doit mener à un changement de la situation géopolitique, et faire de la Russie l'un des États principaux du monde. De ce même objectif découle la nécessité des répressions politiques, qui visent à museler la résistance à l'intérieur du pays.

Partant, l'administration de Poutine s'est donnée pour objectif la réhabilitation éthique de la politique stalinienne. C'est une tâche qui semblait irréalisable après la dénonciation des crimes de Staline, après des centaines de recherches dédiées à ce sujet et l'érection de nombreux monuments commémorant ses victimes. Pourtant, si on regarde les changements de la politique mémorielle en Russie au cours des derniers quinze ans, on s'aperçoit que pendant toute cette période un processus de révision progressif était à l'œuvre. Aujourd'hui, le discours public à l'intérieur de la Russie est très proche d'une telle justification. Il n'est pas facile pour moi de constater ce fait, car je suis un membre de Memorial, organisation qui a été créée pour empêcher le retour d'une idéologie de la violence dans notre pays. Il me paraît toutefois important de mener une réflexion sur la manière dont cela s'est produit.

Je vais essayer de montrer les mécanismes des changements de la mémoire publique de deux événements principaux de l'époque stalinienne – la participation de l'Union soviétique à la Deuxième Guerre mondiale et la terreur d'État.

2

Je vais parler notamment des lieux de mémoire matériels – monuments et signes commémoratifs, musées, sites liés à certains événements .... Les lieux de mémoire semblent être la forme d'existence de la mémoire publique la plus démonstrative. C'est une présence physique du passé dans l'espace de la vie actuelle. Ils ne font pas que rappeler des faits historiques ; ils fixent le travail accompli, travail de reconstitution et de compréhension de l'histoire, d'assimilation de sa leçon morale. Chaque lieu de mémoire a sa propre tradition des visites, des rituels et des dates commémoratives, qui réactualisent régulièrement son message. Les destructions ou modifications forcées de tels lieux révèlent au mieux la nature de la politique aggressive pour laquelle ils constituent un obstacle. Par ailleurs, les lieux de mémoire ont une grande capacité de résistance.

Tant qu'il y a des gens conscients d'une valeur mémorielle liée à ces lieux, ils existent et conservent leur signification. Bien que la situation est difficile, je ne pense pas qu'on puisse parler de la destruction complète de la mémoire publique en Russie.

Pour la Russie, la Deuxième Guerre mondiale et la terreur d'État sont deux tragédies nationales, comparables par leur ampleur et leurs effets dévastateurs. Elles sont liées à la même époque, elles ont touché presque chaque famille et laissé de profondes traces traumatiques dans la mémoire familiale et locale. C'est pourquoi les lieux de mémoire de la guerre et de la terreur sont vraiment importants pour les gens et sont souvent liés aux sentiments personnels, même aujourd'hui, quand les témoins directs de cette époque ont presque tous disparus. Dans les mémoires personnelles et familiales, ces deux tragédies sont évoquées souvent ensemble, parce que plusieurs destins humains ont été mutilés à la fois par la guerre et par la terreur.

Quant à la mémoire d'État, la situation est beaucoup plus compliquée, car dans l'une de ces histoires, l'État se présente comme un vainqueur triomphant dans une guerre juste ; dans l'autre, c'est un criminel, meurtrier de personnes innocentes. Voilà pourquoi la mémoire étatique de la guerre était toujours très visible et très pathétique, tandis que la mémoire étatique des répressions était presque inexistante. En fait, les premiers monuments et les musées d'état dédiés aux victimes des répressions sont apparus en Russie seulement sous Vladimir Poutine, et c'était une mémoire qui a été créée délibérément, pour être ensuite détruite.

Au début des années 2000, la mémoire publique de la guerre et de la terreur en Russie représentait un champ assez contradictoire. Une partie des lieux de mémoire a été créée par l'État, une autre par la société civile russe, une troisième partie (qui n'était pas très grande, mais qui avait une grande importance) révélait la mémoire d'autres États sur le territoire de la Russie. Je vais décrire brièvement toutes les trois avant de parler des changements survenus sous Poutine.

### 3

#### **La mémoire d'État**

La plupart des monuments et des musées dédiés à la mémoire de la guerre ont été créés déjà à l'époque soviétique, notamment dans les années 60-80, sous Leonid Brejnev. À cette époque-là, le thème de la guerre constituait l'élément principal de la propagande idéologique et, par conséquent, c'était uniquement l'État qui avait le droit de tenir des discours publics sur ces sujets. La mémoire était transformée en une sorte de religion civile avec sa topographie sacrée constituée par les musées et les monuments dans les lieux des grandes batailles, avec son panthéon de héros et sa tradition de voyages patriotiques dans les lieux de gloire militaire.

Tous ces lieux de mémoire n'avaient nullement changé après la dissolution de l'URSS. Au contraire, la tradition triomphale a continué à l'époque post-soviétique : en 1995, pour le 50<sup>ème</sup> anniversaire de la victoire, un grand ensemble mémorial a été ouvert à Moscou sur le mont Poklonnaïa, avec des monuments triomphaux et un nouveau musée de la victoire. Le seul changement important a consisté dans le remplacement de l'idéologie communiste par la religion. Une église orthodoxe a été bâtie comme une partie de l'ensemble. Quelque temps après, une mosquée y a été ajoutée.

La mémoire de la terreur d'État ne pouvait pas exister publiquement à l'époque soviétique, car l'État ne pouvait pas se déclarer un criminel sans perdre sa légitimité. Durant la période du 'dégel', après la mort de Staline, il y a eu une seule tentative de 'déstalinisation' de la mémoire soviétique : lors du 22<sup>ème</sup> congrès du parti communiste, Nikita Khrouchtchev a exigé qu'on efface le nom et les images de Staline de l'espace public et que soit créé un monument aux victimes innocentes de sa politique. La première partie de ses demandes a été réalisée, mais pas la deuxième. Ainsi, la mémoire soviétique de la terreur se manifesta par l'élimination absolue de ses traces : à l'absence de la mémoire des victimes s'est ajoutée celle de la mémoire des bourreaux. Ce n'est qu'avec l'effondrement de l'Union soviétique que la mémoire de la terreur est devenue publique. Mais, contrairement à ses déclarations de rupture avec le passé totalitaire, le nouvel état russe ne voulait faire aucun geste significatif en matière de compréhension et de jugement de ce passé. Cependant, l'interdiction de la mémoire fut levée.

#### 4

#### **La mémoire de la société civile Russe**

C'est par les efforts des organismes sociaux que la mémoire de la terreur commença à se reconstruire. Quant à l'Etat, il répondait seulement à leurs demandes d'accorder le statut mémorial à un certain lieu ou objet. Voilà pourquoi les organisations comme Memorial s'efforçaient de rassembler les archives, les témoignages personnels des victimes et de créer leur propre message mémoriel.

Des milliers des monuments aux victimes de la terreur stalinienne sont apparus dans différents coins du pays à l'initiative de leurs habitants, ainsi que des centaines de petits musées au sein d'écoles et d'associations, qui racontaient des histoires de victimes. Des dizaines de lieux d'exécutions ont été trouvés grâce aux enquêtes de journalistes et aux expéditions de Memorial. Les discours commémoratifs étaient très différents, portés par différentes communautés mémoriales – tant familiales que nationales, religieuses ou professionnelles. L'État avait reconnu le droit des victimes à s'exprimer, mais il n'avait créé aucun message en réponse.

La mémoire non officielle de la guerre est devenue visible également dans les années 90.

Après la chute de l'URSS, les premières données démographiques vérifiées ont été publiées.

C'était la première fois que les gens ont pu concevoir la guerre comme une tragédie qui n'avait jamais vraiment été reconnue. Il y avait un assez grand mouvement civil pour la recherche des soldats disparus, qui étaient souvent laissés sur les champs des batailles ou enterrés dans des tombes anonymes. Le travail a été fait par des équipes de bénévoles indépendantes. Selon la nouvelle vision de la guerre, une grande partie de la responsabilité de cette tragédie revenait à l'État, qui n'avait jamais valorisé les vies de ses citoyens et avait fait oublier des milliers de personnes disparues.

## 5

### **Mémoire des autres États**

Dans les années 90, la Russie a conclu plusieurs accords avec des pays européens pour la restitution réciproque des sépultures de soldats et de prisonniers de guerre. Ainsi, sur le territoire de la Russie, sont apparus des cimetières militaires allemands, finlandais, hongrois et italiens, ainsi que des monuments à la mémoire des prisonniers de guerre. Ces nouveaux lieux de mémoire ont largement contribué à la réflexion sur la guerre en suscitant les thèmes de la responsabilité dans la participation à la guerre et de la tragédie qu'elle a été pour tous ses participants. Ces cimetières, monuments et musées sont devenus un espace important pour la réconciliation et l'élaboration d'une mémoire commune.

L'événement le plus important pour la mémoire internationale a été la reconnaissance du crime de Katyn par l'URSS et, plus tard, par la Russie. Elle a eu lieu au début des années 1990 avec le transfert d'une partie des documents justificatifs. Plus de vingt mille officiers polonais ont été faits prisonniers lors de l'invasion soviétique de la Pologne en 1939 et ont été fusillés en avril 1940. Une enquête et des exhumations ont été menées sur les territoires de la Russie et de l'Ukraine ; deux cimetières mémoriaux ont été créés en Russie (Katyn et Mednoye), le troisième (Pyatikhatki) en Ukraine.

Cependant, dans la politique mémorielle de la Russie, le cas de Katyn fait plutôt exception à la règle. Il n'y a jamais eu de telles déclarations faites par les chefs d'État concernant les autres faits problématiques de la politique stalinienne. Et même dans ce cas, l'État n'a jamais vraiment accepté de reconnaître sa responsabilité, car la faute avait été rejetée sur le ministre des affaires intérieures Lavrenti Beria et son adjoint Vsevolod Merkulov, qui avaient été fusillés à leur tour peu de temps après la mort de Staline.

Un autre thème activement discuté dans les années 90 et très proche de celui du massacre de Katyn, était la politique d'agression menée par l'Union soviétique au début de la guerre. Il s'agit de l'occupation des pays Baltes, de l'Est de la Pologne et de la Bessarabie, ainsi que de la terreur pratiquée à l'égard de leurs habitants. On peut citer de nombreux autres faits où les victimes des répressions étaient des personnes de différentes nationalités, et dont la mémoire dépasse les frontières de l'État russe actuel (il s'agit de la famine des années 30, des opérations nationales de la Grande terreur, de la déportation des Allemands au cours de la

guerre, etc.). L'attitude de l'État Russe face à ces faits était la même que vis-à-vis de la terreur en général. Il ne reconnaissait pas sa responsabilité et n'avait pas d'intention de fixer la mémoire de ces événements, mais il n'avait pas non plus empêché de créer ces lieux de mémoire et n'avait pas interdit les discours commémoratifs des autres États. C'est ainsi que sont apparus des monuments aux gens étrangers fusillés ou morts dans les camps et en exil. L'un des lieux de la mémoire multinationale était le cimetière mémorial Sandarmokh en Carélie, au nord de la Russie.

Ainsi, on voit que la mémoire officielle soviétique et post-soviétique de la guerre est tout à fait conforme aux vues des autorités russes contemporaines. Toutefois, une partie de la mémoire de la guerre et presque toute la mémoire de la terreur stalinienne n'a jamais comporté de message de la part d'État, n'avait pas de lien avec la mémoire d'État et n'a jamais été contrôlée par l'État. En revanche, elle était étroitement liée à la mémoire familiale et provoquait beaucoup d'émotions. Parce que même de nos jours, les gens peuvent toujours faire des découvertes choquantes concernant leurs proches morts à la guerre ou dans les prisons du NKVD. L'État n'avait aucun pouvoir sur cette mémoire et sur les thèmes discutés au sein de ces communautés mémoriales.

Avec l'agression russe contre l'Ukraine en 2014 et les arrestations politiques à l'intérieur du pays, les communautés mémoriales sont devenues des acteurs importants de la résistance civile à la politique d'État.

Voilà pourquoi l'un des objectifs évidents visés par Vladimir Poutine était l'opération d'appropriation de la mémoire. En 2013, les équipes de volontaires qui s'occupaient de rechercher des soldats oubliés furent réunies de force dans un 'Mouvement de recherche russe' et soumises à une seule administration. En même temps, une pseudo-ONG 'Société historique militaire russe' a été créée, sous la direction du Vladimir Medinski, conseiller du président et ancien ministre de la culture. Cette organisation accompagnait son travail de recherche d'une éducation soi-disant patriotique. Elle organisait des expéditions de recherche avec, en parallèle, des expositions militaires, des conférences, des festivals, etc. Ce 'mouvement de recherche' a reçu un grand soutien financier de l'Etat.

Les présidents Medvedev et Poutine ont rencontré personnellement ses membres, en leur proposant de nouveaux objectifs pour leur travail. Les buts officiels du mouvement ont beaucoup changé, passant du pacifisme et de la reconnaissance de la valeur de la vie humaine à un militarisme patriotique. Ce fut une raison pour laquelle plusieurs membres du mouvement ont décidé de le quitter.

## 6

En ce qui concerne la terreur, quelques décisions importantes ont été prises au milieu des années 2010. Elles semblaient d'abord être la réponse de l'État à la demande publique, qu'on attendait depuis des dizaines d'années. En 2015, le Conseil présidentiel des droits humains a élaboré sa 'Conception de la commémoration des victimes des répressions', très tôt signée

par le président. L'État s'est enfin attelé à une tâche qui avait relevé pendant très longtemps d'initiatives non-officielles. En automne 2015, un nouveau Musée du Goulag, un musée d'état, ouvrit ses portes.

Deux ans plus tard, le monument "Mur de la douleur" a été installé à Moscou. C'était le premier monument officiel aux victimes de la terreur. Le Président Poutine a participé à la cérémonie d'ouverture. Tous ces événements semblaient positifs, mais le contexte dans lequel ils s'inscrivaient suscitait des questions. À peu près en même temps, la Société Memorial a été déclarée *agent étranger* et privée de la possibilité de recevoir le soutien de plusieurs fondations. Peu avant, le musée public « Perm 36 » (camp politique conservé dans la région de Perm) a été saisi par les autorités de l'État. En 2016, le chef de Memorial de Carelie, Iouri Dmitriev, a été arrêté. Telle a été la réponse de l'État: il ne s'agissait pas d'une reconnaissance de sa responsabilité pour le passé. Au contraire, c'était la déclaration du droit de l'Etat de contrôler et de maîtriser son passé. Beaucoup d'initiatives locales liées à des activités commémoratives ont disparu ou ont été soumises aux institutions d'État. En mars 2016, les journaux officiels ont rapporté que le président avait adopté une loi pour commémorer les victimes de la répression. En réalité, aucune nouvelle loi n'avait été promulguée, mais de nouveaux articles ont été ajoutés aux lois déjà existantes sur la réhabilitation et sur le patrimoine culturel, dans lesquels le droit de commémorer la terreur d'État a été attribué aux institutions de l'État. Ainsi, pas à pas, le droit de commémorer publiquement les victimes du crime d'État a été retiré à la société civile et confié au pouvoir de l'État.

Au début, ce passage de la mémoire sous le contrôle d'État avait des formes souples et non obligatoires. Le Musée du Goulag avait en effet, une activité impressionnante de recherche et de préservation des sites liés à l'histoire des camps et des exécutions. Mais les événements récents montrent bien l'objectif ultime de cette soudaine implication de l'État dans l'étude de l'histoire de la terreur. Avec le déclenchement de la guerre contre l'Ukraine, les principales organisations de Memorial ont été liquidées. Dorénavant, le mouvement public pour la préservation de la mémoire n'a plus la possibilité de travailler publiquement. Dans ce contexte, l'État exerce pleinement son pouvoir sur la mémoire.

En juin 2024 la « Conception de la commémoration des victimes des répressions » a été amendée, et ces corrections l'ont vidée absolument de son sens. Dans le nouveau texte, la terreur stalinienne cesse d'être un crime de masse; le travail de commémoration est considéré comme achevé. La seule tâche qui reste à réaliser est la *Réglementation juridique des questions de réhabilitation*. Conformément à ce point, le parquet a déjà commencé à réexaminer les dossiers des personnes réhabilitées. Plus de 4000 personnes autrefois déclarées innocentes sont aujourd'hui de nouveau considérées comme des criminels.

Le directeur du Musée du Goulag a été licencié, l'exposition du musée a été fermée pour révision *selon le nouveau texte de la Conception*. Il est assez clair maintenant, que la saisie de la mémoire par l'État était un premier pas vers sa destruction planifiée.

7

Bien entendu, la mémoire ne peut être ni saisie ni annulée par une simple ordonnance. Quand elle est liée aux lieux qui ont une grande importance pour les gens, elle a une grande capacité de résistance. Voilà pourquoi les lieux de mémoire les plus connus ont subi une agression assez complexe. Cette agression comprend : la destruction directe de monuments, la falsification de la mémoire, le remplacement de la mémoire d'un crime par celle d'un autre crime, la justification d'un crime par un autre crime, la déformation délibérée d'informations sur un crime, l'hybridation de la mémoire, la persécution des personnes associées à un lieu de mémoire.

Parmi les lieux de mémoire que j'ai déjà évoqués, les plus agressés sont ceux qui sont liés à la mémoire d'autres États. Aujourd'hui, nous pouvons facilement voir dans ces attaques un reflet de la confrontation politique actuelle. Mais la guerre contre la mémoire a commencé bien avant le déclenchement de la guerre ouverte, comme une sorte de préparation à celle-ci. Je vais vous en montrer quelques exemples. En réalité, des cas similaires sont beaucoup plus nombreux – tous les lieux de mémoire qui ne se conforment pas à l'idée du patriotisme d'État sont désormais en danger.

8

La méthode la plus simple de lutter contre la mémoire indésirable est le vandalisme. Les cas de démantèlement et de destruction de monuments dédiés aux victimes des exécutions, des camps et des déportations sont très nombreux dans toute la Russie. Ces actions n'émanent presque jamais d'organismes officiels, mais jamais les vandales n'ont été retrouvés et punis. Il s'agit donc d'un vandalisme soutenu par l'État.

9

Le cimetière des victimes du massacre de Katyn est peut-être le lieu le plus emblématique de la mémoire difficile. Sa première patrimonialisation reposait sur une falsification. Les autorités soviétiques essayaient de faire passer l'extermination secrète des prisonniers de guerre polonais pour un crime nazi. Aujourd'hui, il y a le nouveau mémorial, créé en coopération avec la Pologne et ouvert en l'an 2000. Mais son existence actuelle est très compliquée. L'administration de l'ensemble mémorial est soumise au Musée d'histoire contemporaine de Russie. En 2018, le Musée a créé une exposition avec une interprétation assez étrange du lieu et des crimes qui y ont été commis. Il faut dire que le territoire du mémorial comprend non seulement le cimetière polonais, mais aussi la *Vallée de la mort*, où des milliers de citoyens soviétiques ont été fusillés pendant la Grande Terreur.

Mais le premier monument officiel aux victimes enterrées dans la Vallée de la mort

n'est apparu qu'en 2018, simultanément avec l'ouverture du musée. L'histoire racontée par le musée actuel n'est pas seulement inappropriée, elle oppose de manière immorale deux tragédies – russe et polonaise – l'une à l'autre.

L'exposition est dédiée aux problèmes politiques des relations entre la Russie et la Pologne au cours des siècles. L'accent est mis sur la guerre des années 20 entre la Russie bolchévique et la Pologne et sur les prisonniers de guerre soviétiques morts en captivité. Un spectateur pas trop attentif peut facilement confondre les prisonniers de guerre et des victimes de la terreur soviétique. Cette opposition entre la Russie et la Pologne dans le récit du musée mène à celle entre deux catégories de victimes, tandis qu'en réalité elles ont été assassinées par les mêmes bourreaux. La mémoire des victimes soviétiques est en fait devenue l'instrument de suppression de la mémoire polonaise. Cette étrange compétition permet aux politiciens russes et aux pseudo-historiens de parler de Katyn comme d'un lieu de mémoire 'plutôt russe que polonais' et même d'envisager que le nom de ce mémorial universellement connu doit être changé. Bien sûr que tout cela n'a rien à voir avec la mémoire des personnes soviétiques qui ont été fusillées là-bas.

Dans ce contexte, on voit la renaissance progressive du mensonge soviétique sur le massacre de Katyn. On ne nie pas encore le fait que les officiers polonais aient été tués par le NKVD, mais les guides du musée se permettent déjà de reproduire la falsification soviétique comme 'leur propre opinion'. Au cours de la guerre contre l'Ukraine, le drapeau polonais a été retiré à Katyn. On voit ainsi que la mémoire des officiers polonais n'est pas encore détruite, mais on peut dire qu'elle est déjà captive.

10

Un autre lieu de mémoire avec une histoire difficile est Sandarmokh, le cimetière mémorial de victimes de la Grande Terreur en Carélie, au Nord de la Russie. Sur ce site, des personnes de différentes nations ont été tuées et enterrées. Il est notamment important pour les Ukrainiens. Parmi les victimes il y avait beaucoup de figures de ce que l'on appelle "la renaissance ukrainienne" des années 20 : poètes, artistes, gens de théâtre etc. En 2014, après l'occupation russe de la Crimée, pour la première fois, la délégation ukrainienne n'a pas pu assister à l'action commémorative traditionnelle du 5 août, tandis que les autres participants ont prononcé des discours anti-guerre. Sandarmokh a été très tôt qualifié par l'administration de la région de lieu où se forment des *sentiments destructeurs anti-russes*.

Le découvreur de Sandarmokh, Louri Dmitriev, organisateur et participant actif de ces journées commémoratives, a été arrêté sur de fausses accusations en 2016. Un autre historien, Sergueï Koltyrine, directeur du musée dont Sandarmokh dépend, a été arrêté deux ans après Dmitriev. Il est mort en prison en 2020.

Parallèlement à ces arrestations, les médias officiels ont avancé une hypothèse pseudo-scientifique selon laquelle il y avait à Sandarmokh des sépultures de prisonniers de guerre soviétiques fusillés pendant l'occupation finlandaise dans les années 1942-1944.

Cette version, inventée de toutes pièces, n'est confirmée par aucun document.

En 2018-2019, la Société d'histoire militaire a organisé des fouilles à Sandarmokh.

Leur but était de trouver des preuves d'exécutions militaires par balles. Bien qu'aucune preuve de ce type n'ait été trouvée, un nouveau monument est apparu récemment à Sandarmokh, mentionnant des *victimes de l'occupation finlandaise*. L'accès au cimetière est maintenant assez difficile à cause des travaux commencés par l'administration de la région. Ainsi, on voit que le lieu et ses monuments ne sont pas détruits, mais son message est changé, tandis que les autorités ont tout fait pour diviser et intimider la communauté de mémoire liée à Sandarmokh.

On voit très bien dans les cas de Sandarmokh et de Katyn la méthode déjà utilisée autrefois par la propagande soviétique : l'État soviétique essayait toujours de cacher la mémoire de ses propres actions criminelles sous la mémoire de la guerre. Cette technique est de nouveau très répandue et utilisée presque ouvertement par la propagande : la 'bonne' mémoire patriotique de la guerre doit chasser la mémoire 'traîresse' des répressions.

11

Dans le discours officiel sur l'histoire Russe, il n'y a désormais plus aucun crime de masse organisé par Staline. Cependant, dans ce contexte de l'oubli forcé de la terreur stalinienne, la société russe se voit proposer un autre crime de masse: *le génocide du peuple soviétique* sur les territoires occupés par les nazis pendant la Deuxième guerre mondiale. C'est une substitution très bien élaborée, et basée sur des faits réels. Le régime d'occupation était réellement très cruel pour la population soviétique. Il est vrai aussi que les faits et les données statistiques n'étaient pas bien connus, pour la bonne raison que la propagande soviétique n'avait pas intérêt à mettre en avant les aspects tragiques de la guerre. Cependant, tous ces crimes ont déjà été jugés et leurs auteurs condamnés après la guerre.

Outre le procès de Nuremberg, dix-neuf tribunaux ont fonctionné dans différentes régions de l'URSS, certains des accusés ont été condamnés à mort. Les documents de ces procès ont été classés et fermés dans les archives du KGB. Ce sont ces documents-là, sortis des archives secrètes, qui font la base des accusations actuelles. Ce projet de nouveaux tribunaux a été lancé en 2019 sur l'ordre personnel du président Poutine et il est accompagné d'une vaste opération de propagande intitulée «Imprescriptible».

Pour l'instant, plus de vingt procès ont déjà eu lieu et ont conclu au crime de 'génocide'. La campagne d'information qui soutient les tribunaux n'appelle pas à la réflexion sur les crimes, mais à la vengeance, en utilisant les statistiques des victimes et les preuves de la violence, tirées d'archives. Ces procès s'accompagnent d'expositions, de films, de séminaires et de concours pour les jeunes.

Cette éducation à la haine sur les matériaux d'une guerre passée se déroule dans un contexte de guerre actuelle, et le transfert des idées du passé vers le présent se produit très facilement.

La mémoire traumatique, qui imprègne l'ensemble de la société, a un pouvoir énorme qui peut être dévastateur. C'est pourquoi la politique de la mémoire doit mener à la construction d'une barrière morale contre la violence comme le veut le développement naturel de la mémoire. La situation où la mémoire traumatique devient un objet de manipulation est très dangereuse. C'est malheureusement ce qui se passe dans la situation russe actuelle. On a déjà constaté plusieurs fois que l'histoire en Russie cesse d'être un domaine de la connaissance et se confond avec la politique. C'est, littéralement, ce qui se passe aujourd'hui, et l'exemple des lieux de mémoire nous permet de le voir et de le comprendre; de comprendre aussi jusqu'où vont les tentatives d'impliquer dans la guerre non seulement les vivants, mais aussi les morts.

12

À tout cela, je voudrais ajouter toutefois que la société russe n'est pas indifférente par rapport à sa mémoire. La mémoire réelle n'est pas morte et on voit qu'elle résiste. Les monuments détruits sont souvent remplacés par d'autres, ce qui montre la présence de la mémoire. On voit apparaître de nouveaux lieux de mémoire, qui sont liés aux événements actuels, surtout aux assassinats politiques, dont ceux de Boris Nemtsov et d'Alexei Navalny sont les plus connus. Le jour de l'assassinat d'Alexei Navalny, des milliers de gens ont apporté des fleurs et des portraits dans des lieux de mémoire de la terreur stalinienne.

C'était un geste spontané dans toutes les villes de Russie, qui montre bien le lien déjà établi entre la résistance de la mémoire et la résistance politique.

Pour finir, je voudrais bien vous montrer une petite vidéo, dans laquelle Louri Dmitriev raconte l'histoire d'un des lieux de mémoire en Carélie (c'est Krasny Bor, Forêt rouge, situé pas loin de Petrozavodsk). Ce qu'il dit sur la mémoire me semble très important surtout maintenant, quand la mémoire fausse devient un outil de division et de haine, et Louri lui-même est prisonnier politique en Mordovie. La vidéo est faite par l'historien et photographe polonais Tomasz Kizny pour son projet "Grande Terreur".

# Vladimir Poutine réécrit l'Histoire pour vendre sa guerre

**Russie. Famine, goulag, terreur...**  
Le Kremlin réécrit activement l'histoire du pays pour exalter "l'âme russe" et justifier, entre autres, la guerre qu'il mène en Ukraine. Rencontre avec les activistes et historiens Irina Galkova et Nicolas Werth, membres de l'ONG Memorial.

## Épinglé

### Nouvel échange ce mardi entre Trump et Poutine

Le Kremlin a confirmé lundi que Vladimir Poutine et Donald Trump se parleront mardi, pour la deuxième fois, officiellement, depuis le retour à la Maison-Blanche du président américain. La première conversation entre les deux dirigeants, le 12 février, avait brisé les tentatives occidentales d'isoler le maître du Kremlin et posé les jalons d'une relance des relations russo-américaines, trois ans après le début de l'assaut de la Russie contre sa voisine.

Donald Trump avait indiqué dans la nuit de dimanche à lundi qu'il parlerait mardi à Vladimir Poutine et évoqué des "partages de certains avoirs" dont des "terres" et des "usines de production d'énergie" en Russie. La Russie a, par ailleurs, réitéré ses revendications maximalistes pour une cessation des hostilités, dont la cession par l'Ukraine de cinq régions annexées par Moscou, l'abandon des ambitions de Kiev de rejoindre l'Otan, et le démantèlement du pouvoir ukrainien en place, alors que les troupes ukrainiennes poursuivent actuellement leur retrait de l'oblast de Koursk. (AFP)

#### Rencontre Valentin Dauchot

**O**n a toujours de l'espoir", glisse Irina Galkova, discrètement installée dans le lobby d'un hôtel bruxellois. "Parce que, sans espoir, il n'est pas possible de vivre. Alors on garde espoir pour les Ukrainiens, on garde espoir pour nos camarades prisonniers politiques en Russie, mais on sait que la situation est grave." Exilée en Belgique, l'historienne et activiste russe est membre depuis 2014 de l'ONG Memorial, l'une des plus anciennes, illustres et importantes organisations de défense des droits de l'homme de Russie, cofondée en 1989 par Andreï Sakharov.

Grâce à son centre de documentation sur les victimes de l'ère stalinienne et à son travail de compilation systématique sur l'oppression politique en Russie, Memorial s'est imposée comme la source d'information la plus fiable sur les prisonniers politiques dans les centres de détention russes. Mais ce travail de documentation et de mémoire lui a valu d'être officiellement liquidée en 2021 par la Cour suprême, puis de dire adieu à son musée de l'histoire du Goulag dirigé par Irina Galkova.

Quatre ans et une guerre plus tard, les violations des droits fondamentaux se poursuivent, la répression d'État s'est encore accentuée, et le régime de Vladimir Poutine poursuit méticuleusement son travail de réécriture du récit historique officiel de la Russie pour renforcer sa mainmise sur la société et justifier l'effort de guerre. Rencontre avec Irina Galkova et l'historien français Nicolas Werth, président de Memorial France et spécialiste de l'histoire de l'Union soviétique, en marge de leur intervention aux Grandes Conférences catholiques.

Y a-t-il aujourd'hui, en Russie, un véritable système de réécriture de l'histoire du pays ?

Irina Galkova : Oui, on peut parler de système d'attaque contre la mémoire. Il n'est pas tout de suite apparu comme tel, mais ce système a été conçu dès le début comme un outil de préparation à la guerre. La guerre ouverte contre l'Ukraine à laquelle nous assistons aujourd'hui et la guerre contre la population, la mémoire et la liberté d'opinion en Russie.

Nicolas Werth : On a assisté à la mise en place d'un nouveau récit national dès l'arrivée de Vladimir Poutine (à la présidence russe, NdlR) en 2000. Un récit imposé d'en haut, certes, mais attendu par une partie de la population après le vide laissé par la chute de l'URSS. Les années 90 avaient donné lieu à une tentative assez vaincue de repenser l'histoire soviétique avec une forme de nostalgie pour un passé tsariste magnifié et mythifié, qui ne correspondait ni à la réalité ni aux attentes de la population russe, qui était davantage plongée dans une nostalgie soviétique. Le régime poutinien a immédiatement perçu la nécessité et l'opportunité de créer une

sorte de syncrétisme russe-soviétique via l'élaboration d'un nouveau roman national qui exalte la grandeur et la spécificité de la voie russe face à un Occident décadent.

Ce que l'on voit aujourd'hui serait donc l'apothéose d'un plan longuement élaboré ?

N. W. : Oui et je pense que beaucoup de choses se sont préparées durant l'intermède Dmitri Medvedev à la présidence entre 2008 et 2012. Quand Poutine est revenu au pouvoir, en 2012, il avait une vision à long terme, un arsenal à sa disposition, et tout s'est enchaîné. Les ONG ont été déclarées agents de l'étranger en 2012, la Russie a pris la Crimée et le Donbass en 2014. Et le récit des autorités comme la répression n'ont fait que se renforcer depuis lors.

Certaines périodes de l'histoire sont-elles particulièrement ciblées ?

N. W. : Bien sûr, toute la face sombre de l'histoire soviétique, tout ce qui a été révélé au moment de la perestroïka dans les années 90, a pratiquement disparu. Il suffit de regarder les manuels scolaires. Dans les manuels des années 90, plusieurs dizaines de pages étaient consacrées au goulag, à la grande terreur et aux répressions stalinien... Aujourd'hui, c'est réduit à peu de chagrin. Dans l'actuel manuel de terminale, qui fait 480 pages, il y a... une page sur le goulag, une autre sur la grande terreur, et rien du tout sur les famines ni la collectivisation des campagnes. Avec des résultats très clairs : selon l'institut Levada, le seul institut de sondage à peu près fiable en Russie, 60% des Russes considéraient que Staline n'était pas un personnage positif il y a vingt ans. Ils sont entre 15% et 20% aujourd'hui.

Comment s'effectue cette "réinterprétation" de la période stalinienne ?

L. G. : On ne peut pas cacher quelque chose comme les purges stalinien... elles ont été documentées, reconnues par certains leaders. Mais on peut les présenter sous un autre angle, minimiser l'ampleur du phénomène, et expliquer qu'il y avait une raison à ces purges, qu'elles ont en réalité été mises en place pour le bien du peuple russe.

N. W. : C'est exactement la même chose pour le goulag. L'idée n'est pas de nier son existence, mais d'insister sur le fait que le goulag a contribué de manière positive à mettre en valeur des régions où personne ne serait allé, que le goulag a joué un rôle dans la défense nationale pendant la Grande Guerre patriotique (la Seconde Guerre mondiale, NdlR) ou que les gens y travaillaient bien pour fabriquer des choses utiles pour le peuple, etc. Alors, évidemment, on reconnaît qu'il y avait des camps où les gens mouraient, mais peu, et que trois millions de personnes sont passées par là, alors qu'on sait que, sur toute la période stalinienne, plus de 20 millions



Irina Galkova  
Historienne et activiste



AP/CON

Des admirateurs de Staline marquent le 52<sup>e</sup> anniversaire de sa mort, sur la place Rouge à Moscou, le 5 mars 2025.

de personnes ont transité par ces camps. Concernant les famines, qui ont fait quand même sept millions de morts au début des années 30, on ne pointe plus le rôle du pouvoir, mais celui des mauvaises récoltes, en y consacrant tout à peu six à dix lignes dans les manuels.

**Pourquoi la Grande Guerre patriotique est-elle à ce point mise en avant ?**

L.G.: L'après-Seconde Guerre mondiale incarne le triomphe de l'Union soviétique, dont le territoire s'est alors considérablement agrandi et dont dépend, à l'époque, la moitié du monde. L'intérêt de Vladimir Poutine est assez cohérent quand on sait qu'il veut replacer la Russie dans cette logique. Pour la remettre dans les esprits, il finance de vastes campagnes de publicité et de propagande un peu partout dans l'espace public. Il crée de nouveaux musées dédiés à la Seconde Guerre mondiale, des champs de bataille reconstruits, des nouveaux sites de mémoire. Même le calendrier a été modifié pour y ajouter des commémorations patriotiques.

N. W.: On rejoue volontiers la Grande Guerre patriotique contre les nazis ukrainiens, tout en mettant soigneusement le coude de cette guerre de côté. Car la Grande Guerre patriotique, c'est une grande victoire... avec 20 millions de morts. De manière très cynique, Poutine considère, de toute façon, que ces morts ne sont que les déchets de la société: des détenus, des pauvres types du fin fond de la Russie qui se sont engagés parce qu'ils n'avaient aucune autre ressource pour gagner leur vie. Des dommages collatéraux, dont on ne parle pas ou très peu.

**Cela semble correspondre au mépris actuel pour la vie des soldats russes...**

N. W.: Effectivement. Si on regarde les manuels

scolaires, encore une fois, il y a d'ailleurs un chapitre consacré à "l'opération spéciale" (nom donné par le Kremlin à la guerre en Ukraine, NdlR). On y célèbre un certain nombre de "héros" morts pour la patrie, mais il ne s'agit jamais de soldats. Ce sont toujours des officiers, qui sont rarement morts au combat. Encore une fois, on ne parle pas des dizaines de milliers d'anonymes, pauvres et prisonniers qui ont laissé leur vie en première ligne. Et tout cela est assez étrange, finalement, parce qu'il y a quand même une certaine glorification d'une guerre qui n'est pas censée être une guerre. C'est une approche très soviétique: quand plus personne ne croyait au communisme, le culte de la guerre a pris le relais. La seule chose à laquelle on continuait à adhérer, c'était la guerre. C'est l'apport de Brejnev, sa construction idéologique. En ce sens, il me semble que Poutine s'inscrit tout à fait dans la tradition soviétique.

**Quelle est la cible de cette vaste campagne de propagande ?**

N. W.: Il y en a plusieurs. La réécriture des manuels scolaires vise les masses et est particulièrement dangereuse pour les jeunes, car c'est là que la propagande est la plus active, dès la maternelle, avec des leçons de patriotism. Pour les élites intellectuelles, il faut des signaux plus forts, comme la promulgation de la loi sur les agents de l'étranger et la dissolution d'une organisation comme Memorial.

I. G.: Il y a, et il y aura toujours, des gens pour

comprendre que le récit vendu par les autorités est faux. Mais quand la propagande d'État est aussi puissante et omniprésente, elle est porteuse d'un autre message qui consiste à dire: "Voilà notre vérité, si vous choisissez de ne pas y adhérer, vous le faites à vos risques et périls. Vous pourriez vous mettre en danger." Le régime ne peut pas couper Internet et ce n'est pas sa priorité. Il lui suffit de contrer cela par la menace et la force. Et ce message concerne autant les citoyens russes que les pays étrangers.

**"On célèbre un certain nombre de 'héros' morts pour la patrie, mais il ne s'agit jamais de soldats. Ce sont toujours des officiers, qui sont rarement morts au combat."**



Nicolas Werth  
Historien et activiste

**Est-il encore possible de contrer le discours du Kremlin ?**

L.G.: C'est vraiment une période difficile pour Memorial, mais notre mission principale, maintenant, est de garder tout ce que nous avons à notre disposition, notamment nos archives, pour les préserver, garder une trace de l'histoire, de ce qui se déroule en ce moment en Russie.

N. W.: Les gens continuent, modestement, à faire ce travail dans la semi-clandestinité. En Russie, ils organisent des excursions, des visites guidées sur les lieux de mémoire, la pose de plaques sur des immeubles où les gens ont péri ou ont été enlevés. Nous continuons à coopérer avec nos amis ukrainiens aussi, ce qui est absolument fondamental dans une culture de guerre où l'on en arrive à de tels excès. Il est très important de garder des liens entre les Russes et les Ukrainiens, et le canal de Memorial est l'un des rares où le dialogue peut encore se faire.